

PRÉSENCE

magazine

Volume 13 • N° 99

JUIN-JUILLET 2004 • 5,00 \$



RENCONTRE
LOUISE OTIS



Dossier

*Le mouvement
communautaire*





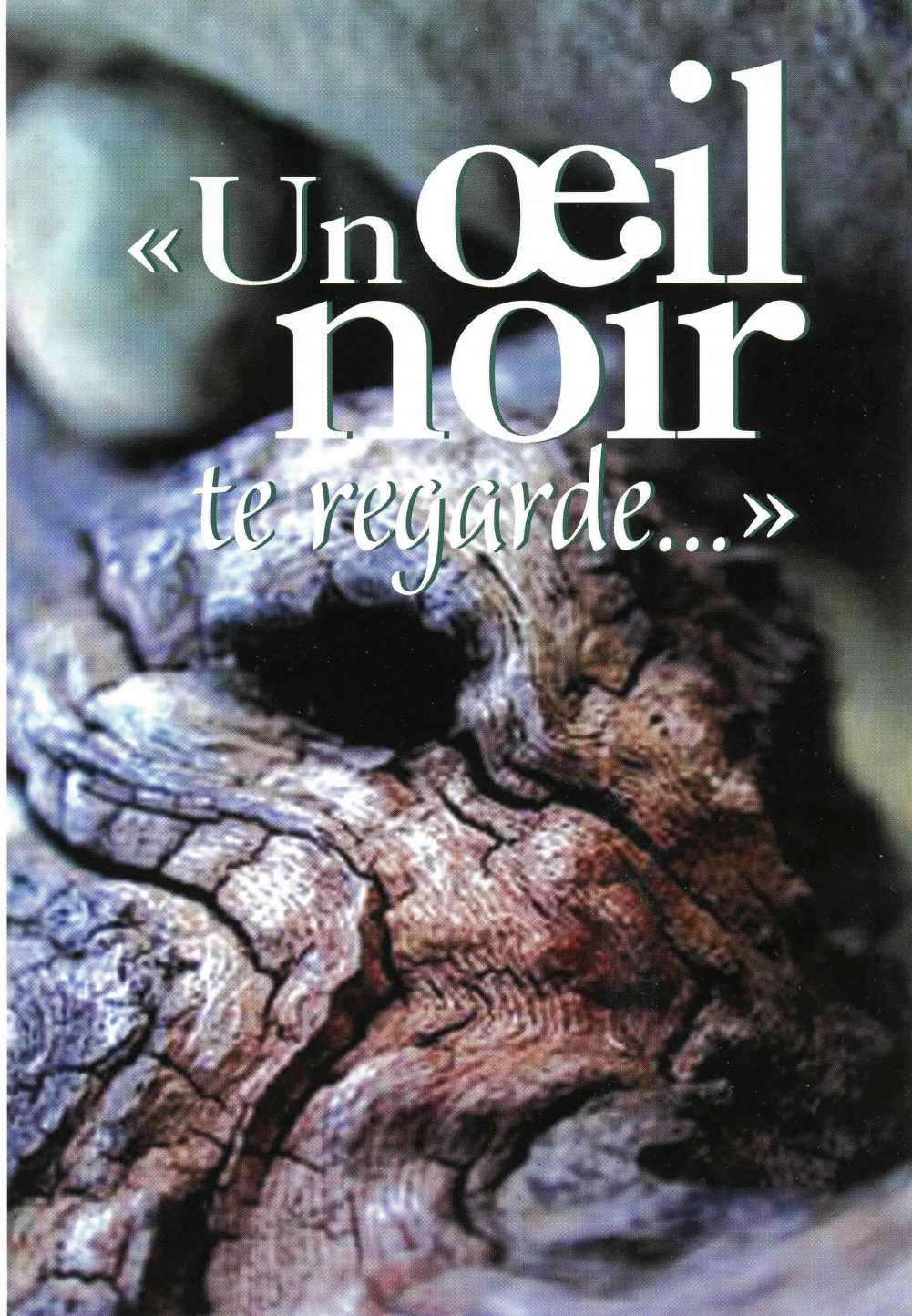
«Pauvre Quidam,
En garde a a arde,
Pauvre Quidam,
Pauvre Quidam,
Oui, songe bien
Oui, songe à tout instant
Qu'un œil noir te regarde
Et que le pire t'attend
Pauvre Quidam,
Le pire, le pire t'attend...»

(À chanter sur un air connu)

L'œil des caméras de surveillance nous suit partout et, à vrai dire, il arrive souvent que la chose nous indiffère complètement. À Athènes, lors des Jeux olympiques, elles auront même des oreilles, je viens de l'apprendre. Si nous sommes honnêtes, si nous estimons n'avoir encore rien à nous reprocher, si nous avons toutes les raisons de croire que la caméra qui tourne au coin de la rue n'incitera pas la police à partir à nos trousses du simple fait de nous avoir aperçus sur un écran de contrôle, si nous n'avons pas de plans pendables en tête, si être vus en public en compagnie de telle ou telle personne ne menace ni notre réputation ni la paix de notre foyer, nous laissons à d'autres le soin de s'inquiéter de l'envahissement de la vie privée que constituent ces appareils qui font maintenant partie du quotidien d'un nombre toujours croissant de citadins.

La présence des caméras qui se lèvent, s'abaissent, se meuvent circulairement nous rassure même dans les lieux qui nous paraissent inquiétants ou à tout le moins susceptibles d'attirer les malfaiteurs: les stationnements souterrains, les coins sombres de quartiers à la réputation douteuse, l'entrée des banques ou des caisses où l'on trouve des guichets automatiques, les couloirs et les quais du métro.

On sait, depuis un bon moment déjà, que des caméras nous surveillent dans les pharmacies, les épiceries, les dépanneurs, les grands magasins, les aéroports, les terminus et les gares, les stades, et que plusieurs établissements nous en préviennent dès l'entrée, pour jouer franc jeu avec tout le monde, mais sans doute aussi pour mieux prémunir une clientèle peu scrupuleuse contre la tentation du vol à



l'étalage, ce fléau qui coûte si cher aux entreprises et dont elles refilent inévitablement la facture à l'ensemble des consommateurs. Et j'allais oublier le vol à la tire qui trouve dans les endroits fortement achalandés un terrain de rêve où s'exercer.

On sait aussi que certains criminels, en liberté surveillée, sont munis de bracelets qui renseignent les autorités carcérales sur tous leurs déplacements. Dans des hôpitaux psychiatriques ou de soins prolongés, des dispositifs semblables sont utilisés pour assurer plus de sécurité aux malades. Ces mesures me semblent tout à fait justifiées. Je ne crois pas être paranoïaque pour deux sous, si bien que, jusqu'ici, le phénomène de la surveillance électronique, exercée dans les circonstances que j'ai

évoquées plus haut ne m'a pas personnellement dérangée. Mais vous ne me verrez pas au *Remote Lounge*, à New York. Dès votre entrée, votre nom, votre photo et votre voix peuvent être transmis *live* sur Internet, et des caméras à l'intérieur permettent à chaque personne d'épier toutes les autres, en *close up*, si désiré. Renoncement volontaire à la vie privée!

Et si je venais à découvrir une caméra cachée dans une cabine d'essayage ou dans une salle de toilette publique? Eh bien, j'en conclurais d'abord que j'ai drôlement raison de m'inquiéter des dérives d'une pratique qui s'est progressivement installée un peu partout en Amérique du Nord et en Europe, et sans doute aussi ailleurs avec, au départ, je

veux le croire, les meilleures intentions du monde. Mais à vous dire toute la vérité, je sais depuis un bon moment qu'il y a pire que le coup de la caméra dans la cabine d'essayage. Je ne m'attarde pas sur tous les gadgets électroniques qui, depuis les années troubles de la guerre froide, ont fait les beaux jours des espions de grande ou de petite envergure et qui n'ont pas cessé de se miniaturiser ni de se perfectionner. Le problème, c'est qu'ils ont donné à certains gouvernements des mauvaises habitudes. Ceux-ci sont parfois tentés de confondre, par exemple, la sécurité de l'État avec leurs intérêts partisans, et d'utiliser à l'égard d'adversaires politiques, pourtant démocratiquement élus, des méthodes qui contreviennent au respect de la vie privée qu'assure normalement les chartes des droits. Les inventeurs rivalisent d'imagination pour multiplier les gadgets qui font maintenant partie de la trousse d'outils des détectives privés et de ceux qui veulent se passer de leurs services pour arriver aux mêmes résultats à moindre coût!

Des commerçants qui installent des systèmes de contrôle électroniques de toutes les activités de leurs employés, et ce, sans les en prévenir, n'outrepassent-ils pas les bornes? Dans certaines grandes surfaces, tous les gestes des caissières, par exemple, sont minutés. On sait le temps que chacune met à poinçonner un article, le nombre de fois où elle doit corriger une erreur, le délai qui s'écoule avant qu'elle s'occupe du prochain client, etc. Il ne s'agit plus ici de mesures de sécurité pour se prémunir contre les risques de fraude que des membres du personnel pourraient commettre à leur profit ou à celui de leurs amis, mais nous avons affaire plutôt à une forme d'espionnage. L'excellente émission *Envoyé spécial* présentée à TV5, le 3 décembre 2003, nous montrait le patron d'une pharmacie parisienne qui était non seulement en mesure d'assurer la sécurité de son établissement à l'aide d'un système d'alarme admirablement sophistiqué, mais qui, avec une vingtaine de caméras, pouvait suivre ses employés partout et surveiller leurs moindres gestes. Il semblait si bien se complaire dans cet exercice qu'il s'y adonnait non seulement à son bureau, mais dans tous ses déplacements. Sur l'écran de son ordinateur portable, tout ce beau monde lui apparaissait à volonté. De sa résidence principale, on l'a vu examiner en *close-up*, comme on dit en France, le travail de l'ouvrier en train de

rénover sa villa au bord de la mer à 400 kilomètres de là. Il était aussi équipé, cela va de soi, pour savoir à toute heure ce qui se passait chez lui dans chaque pièce. Je souligne que tout le monde qu'il tenait à l'œil toujours et partout était prévenu. Après avoir vu cela, on voudrait espérer que George Orwell avec son *Big Brother* avait déjà tout inventé. C'est compter sans les prouesses d'une nouvelle technique dont le *National Geographic* du mois de novembre 2003 m'a appris le raffinement intrusif, dans un article intitulé: «*Watching You, The World of High-tech Surveillance*», par David Shenk, les photos étant de George Steinmetz. Je leur dois aussi les renseignements acquis sur le *Remote Lounge*.

Je ne suis pas la seule, je suppose, à avoir rigolé quand des talibans ont prétendu que les Américains utilisaient en Afghanistan une caméra qui «deshabilite» leurs femmes, se jouant ainsi de toutes les *burkas* dont elles avaient le bon esprit de se couvrir pour se prémunir contre la convoitise de tous les hommes, qu'ils soient dévots d'Allah ou «infidèles». Seuls le Miséricordieux et la CIA savent si oui ou non cette technologie effrontée a été utilisée au Moyen-Orient, mais il n'y a plus lieu d'en faire les gorges chaudes, elle existe. Il ne faut pas la confondre avec la radiographie qui «décharne» et transmet seulement l'image d'un paquet d'os, l'autre ne s'attaque qu'aux vêtements, si vous voyez ce que je veux dire. Au royaume du voile, c'est le paradis des voyeurs. Les voies qu'empruntent les uns pour contrôler les autres sont parfois, si je puis dire, curieusement tordues. Aux pages 14-15 du même numéro du *National Geographic*, sous le titre «*No place to hide*», nous avons droit à une photo prise à la frontière entre le Guatemala et le Mexique qui nous montre une «image détaillée» de l'intérieur d'un camion transportant des bananes et des immigrants clandestins clairement visibles et dénombrables. Ce sont des *new backscatter x-ray machines* qui permettent de traverser «des surfaces minces comme les murs d'un camion», nous dit l'auteur pour mieux nous renseigner. Même sans avoir rien à me reprocher, j'avoue tout de même que j'espère pouvoir continuer à prendre l'avion et à passer les douanes sans qu'on me deshabilite à mon insu avec cet indiscret gadget. Pourtant rien n'est moins sûr, comme me le fait craindre la photo des pages 22-23 où on voit plus clairement encore ce que donne une *vir-*

tual strip search. Ces technologies intrusives et secrètes feront bientôt considérer comme une mesure fort respectueuse la prise obligatoire des empreintes digitales ou la vérification de notre identité par l'iris de nos yeux. *Le Devoir* des 28 et 29 février 2004 (cahier G, p. 3) m'a aussi appris qu'en téléchargeant un logiciel offert «gratuitement» on risquait du même coup d'implanter dans son ordinateur un logiciel espion!

Dans un avenir beaucoup plus proche que nous le croyons, nous pourrions tous porter sur nous la carte qui saurait et dirait tout, de notre numéro de sécurité sociale à notre dossier médical en passant par notre casier judiciaire. En prime, elle nous servirait de passeport, de carte de crédit et de débit. Et j'en passe. Toute notre vie privée sur une carte à puce!

Orwell avait imaginé *Big Brother* comme un monstre conçu par des régimes totalitaires poursuivant des buts pervers. Ce qu'il n'avait pas prophétisé, c'est qu'il en viendrait à se développer dans les sociétés dites démocratiques et à justifier son emprise sur nos vies au nom du progrès, de la commodité, de la sécurité et, ironie suprême, de la sauvegarde de nos libertés. ■



Dirigé par les Clercs de Saint-Viateur, le Centre 7400 offre des services de qualité aux organismes oeuvrant dans les secteurs à vocation éducative, pastorale, caritative.

- Ouvert 12 mois par année;
- Au centre de l'île de Montréal;
- Près du boulevard Métropolitain;
- À 2 pas du métro De Castelnau;
- Vastes terrains de stationnement;
- Locaux pour 10 à 300 personnes;
- Lieux de recueillement;
- Cafétéria et salle à manger;
- 33 chambres et 8 chambrettes.

Appelez-nous au
(514) 270-7400
Télécopieur (514) 270-7451